

L'essor de l'éducation en Afrique

Sarah Ferber*, **Johan Fourie†** et **Felix Meier zu Selhausen‡**

* Université de Tübingen

† Université de Stellenbosch

‡ Université d'Utrecht

1. Introduction

Dans un monde où nous surexploitions régulièrement nos ressources d'une manière non durable, le développement du talent humain présente un potentiel infini. Lorsqu'une personne reçoit une éducation, elle s'améliore et la société dans son ensemble se développe. Tous les êtres humains peuvent contribuer au développement économique, social et politique; c'est pourquoi il faut offrir des possibilités d'éducation au plus grand nombre. L'importance de l'éducation pour tous est clairement exprimée dans l'objectif de développement durable des Nations Unies, l'ODD 2 - *Qualité de l'éducation*.

La valeur de l'éducation touche presque tous les aspects de nos sociétés. Du point de vue du progrès économique, elle est centrée sur nos capacités à devenir plus productifs. Il s'agit notamment de trouver des informations dans les livres et les sites web, d'effectuer des calculs mathématiques, d'innover et d'adopter de nouvelles technologies, de transmettre nos connaissances et notre expérience à d'autres, etc. La base est la capacité à lire (alphabétisation) et à compter (numératie). L'éducation, les compétences, l'expérience, le caractère et la créativité correspondent à ce que les économistes appellent le 'capital humain'. Associé aux nouvelles technologies et aux machines modernes, ce capital humain rend chaque travailleur plus productif. La leçon est claire: pour s'enrichir, il faut améliorer l'éducation et les compétences.

En Afrique, l'histoire de l'éducation et du développement de compétences spécialisées en lecture, écriture et calcul remonte à l'Égypte ancienne. Cependant, bien que l'éducation ait une longue histoire sur le continent, de nombreux pays africains peinent aujourd'hui à offrir une éducation de qualité à leurs citoyens, et la valeur du capital humain de la région est globalement faible. Compte tenu de l'importante croissance démographique actuelle et future, le talent humain est une force qui pourrait stimuler le développement socio-économique de la région.

Dans ce chapitre, nous examinerons comment les Africains ont acquis de nouvelles compétences, dans le passé et dans le présent. Pour ce faire, nous commencerons par un bref examen des avantages économiques de l'éducation, avant de passer à une discussion sur l'éducation en Afrique aujourd'hui et dans le passé. Nous examinerons le rôle de l'islam, du christianisme et de la colonisation, et suivrons l'évolution de l'éducation en Afrique au cours de la période d'indépendance.

2. Spécialisation et rendement de l'éducation

Pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, nous avons eu besoin de plus de travailleurs lorsque nous voulions augmenter la production. Dans de nombreuses industries (mais pas toutes), ce n'est plus le cas. Au lieu d'utiliser *plus de* travailleurs pour produire des choses, nous utilisons des travailleurs *éduqués* combinés à la *technologie*. Les personnes instruites utilisent leurs connaissances et leurs compétences, acquises par l'éducation formelle ou l'apprentissage par la pratique, pour se spécialiser. La spécialisation signifie que l'on est capable de faire très bien une chose en particulier. Aujourd'hui, les ingénieurs responsables de grands projets de construction n'ont pas besoin de savoir comment cultiver des aliments ou tisser des vêtements. Ils sont bien payés pour leurs services spécialisés, ce qui leur permet de s'offrir les luxes de notre société moderne: une grande variété de nourriture, des vêtements prêts à l'emploi et attrayants, un téléphone portable, un ordinateur et une maison confortable avec beaucoup d'espace pour leur famille.

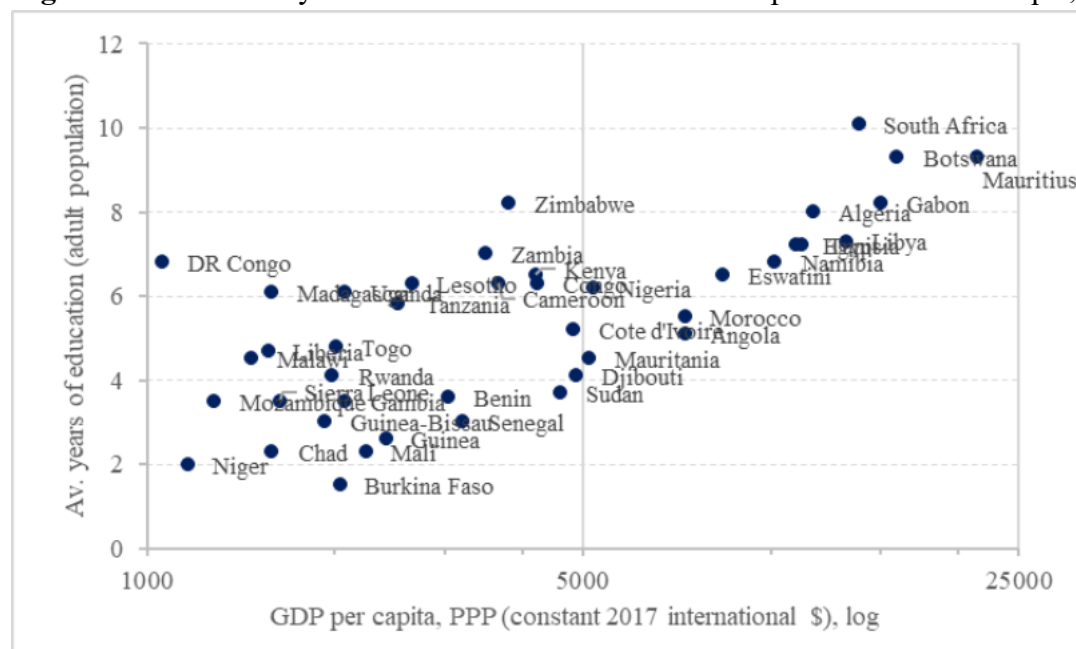
Les avantages de la spécialisation sont décrits en détail par l'économiste écossais Adam Smith en 1776 dans son ouvrage fondamental *La richesse des nations*. Plus nous nous spécialisons, plus nous pouvons produire de biens supplémentaires. Lorsque nous produisons un surplus de biens - en d'autres termes, plus que ce dont nous avons besoin pour nous-mêmes - nous pouvons les vendre sur le marché et augmenter nos revenus. Si l'éducation est la clé d'une spécialisation plus poussée, elle est aussi la clé d'une plus grande prospérité.

Les personnes éduquées ont tendance à améliorer la vie de tous. Une personne éduquée peut améliorer notre capital physique existant. Prenons l'exemple des pyramides d'Égypte. Nos ingénieurs qui prévoient de construire une nouvelle pyramide doivent tailler de grands blocs de grès. Employer des milliers d'ouvriers pour les tailler à la main coûterait très cher. De plus, ce travail prendrait énormément de temps. Notre ingénieur, avec l'aide d'autres spécialistes, conçoit donc une nouvelle machine alimentée par une énergie fossile (charbon ou pétrole) ou renouvelable (solaire) pour effectuer la découpe automatiquement. En créant de nouvelles technologies, les personnes éduquées augmentent la productivité et la richesse de leur société. Lorsque les gens reçoivent une éducation, nous ne nous contentons pas de former des spécialistes et d'améliorer la productivité et la richesse; la société tend à en bénéficier dans son ensemble. Une société éduquée est plus susceptible d'avoir un système de vote démocratique. Elle a plus de chances d'avoir des citoyens capables de prendre des décisions éclairées sur les personnes à gouverner. Elle est plus susceptible de respecter l'État de droit. Elle a plus de chances de bénéficier de la liberté des médias. Les citoyens éduqués peuvent obliger les gouvernements à répondre à leurs besoins. Ils peuvent s'assurer que les richesses issues de la croissance économique leur profitent et ne finissent pas dans les poches des fonctionnaires.

La figure 1 illustre cette relation positive entre l'éducation et le revenu en Afrique, en représentant le nombre moyen d'années de scolarisation de la population adulte de chaque pays africain par rapport à son PIB par habitant. Le lien positif entre l'éducation et le revenu se

renforce dès que les pays dépassent un seuil de PIB par habitant d'environ 3 000 USD. Cette tendance ne nous dit pas si plus d'éducation conduit à plus de croissance économique en Afrique ou si les économies africaines plus prospères ont simplement plus de ressources à consacrer à l'éducation. Il se peut que les deux soient vrais.

Figure 1: Nombre moyen d'années de scolarisation et PIB par habitant en Afrique, 2017



Source: Barro & Lee (2018) et World Development Indicators (2023).

Remarque: Traduction anglais/français: av. years of education (adult population)/nombre moyen d'années d'études (population adulte); GDP per capita (constant 2017 international \$), log/ PIB par habitant (en dollars internationaux constants de 2017), log.

Le meilleur moyen de créer une prospérité durable pour tous les citoyens d'un pays est donc de leur donner accès à l'éducation. Bien que les femmes représentent au moins la moitié de la population, elles étaient par le passé et sont encore aujourd'hui moins susceptibles de recevoir le même niveau d'éducation que les hommes. Souvent, les parents, dont les ressources sont limitées, accordent moins de possibilités d'éducation à leurs filles parce qu'ils préfèrent qu'elles restent et aident à la maison et à la ferme. Parfois, des croyances culturelles ou religieuses sur le rôle des femmes les empêchent d'aller à l'école. Des difficultés pratiques peuvent également limiter la fréquentation scolaire des filles, comme l'absence de toilettes séparées et sûres pour les filles à l'école ou l'absence de produits hygiéniques.

Lorsque les femmes font l'objet de discriminations en matière d'accès à l'éducation, c'est l'ensemble de la société qui en subit les conséquences. En effet, en améliorant l'éducation des filles, on améliore leur santé et leurs revenus futurs. En outre, les femmes plus instruites ont tendance à se marier plus tard et à donner naissance à des enfants moins nombreux et en meilleure santé que les mères analphabètes. Les enfants de mères plus instruites deviennent eux-mêmes plus instruits. Ils ont plus de liberté pour choisir un emploi et ont plus de chances de construire une carrière professionnelle. C'est ce que l'économiste américain Gary Becker a appelé dans les années 1960 le 'compromis quantité-qualité', en affirmant qu'une famille moins

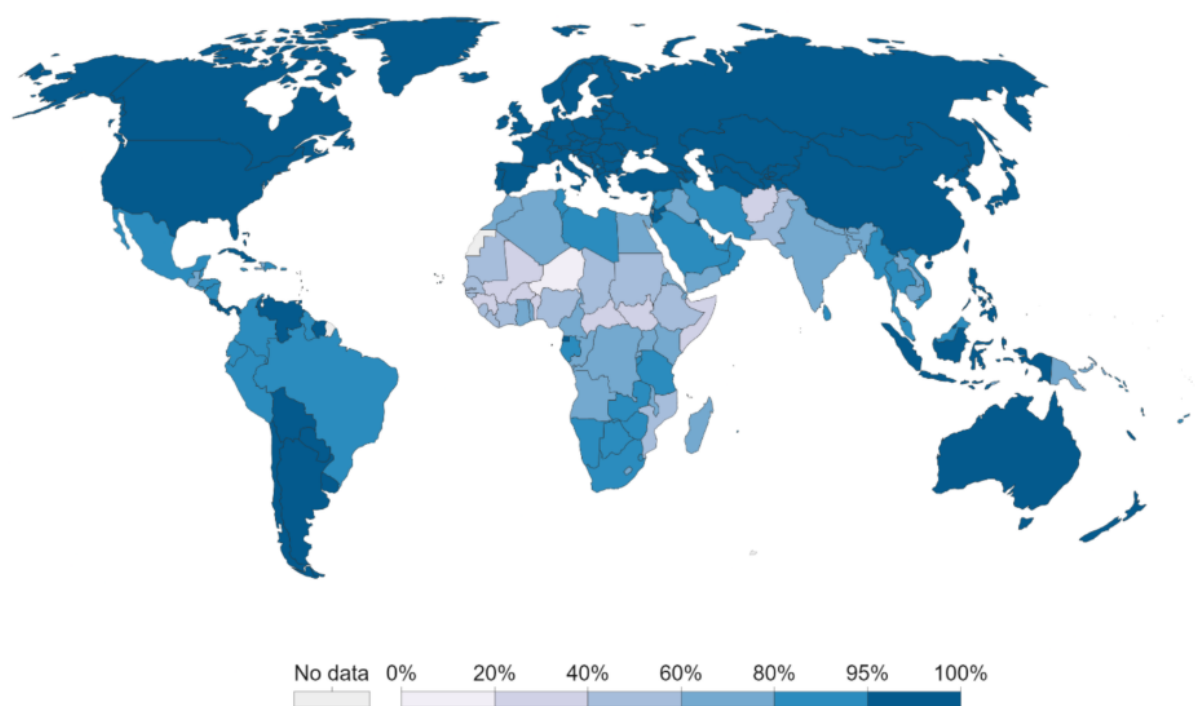
nombreuse permet d'allouer davantage de ressources (par exemple, les frais de scolarité ou l'achat d'uniformes et de livres scolaires) à chaque enfant, ce qui accroît le niveau d'éducation moyen de l'enfant.

Les économistes appellent ces avantages supplémentaires que procure l'éducation des 'externalités positives'. Un bon gouvernement s'efforce d'offrir ces avantages à ses citoyens. Un moyen efficace pour un gouvernement de promouvoir les externalités positives est de mettre l'éducation gratuitement à la disposition de la population et de lui montrer pourquoi elle est essentielle, afin qu'elle la réclame. En résumé, l'éducation pour tous est la clé pour profiter des avantages d'une économie de marché avancée. L'éducation est également la clé de la construction d'une société sûre, libre et égalitaire.

3. L'éducation en Afrique aujourd'hui

En comparaison mondiale, de nombreux pays africains ont aujourd'hui des niveaux d'éducation relativement faibles. La figure 2 illustre la répartition de l'alphabétisation dans le monde, en montrant les taux d'alphabétisation en 2015 de la population âgée de 15 ans ou plus. L'alphabétisation - la capacité de lire et d'écrire - est généralement utilisée pour mesurer l'éducation de base. Elle montre que, par rapport aux autres régions, à l'exception de l'Asie du Sud, les populations d'Afrique subsaharienne ont des compétences plus faibles en matière d'alphabétisation de base. La figure 2 montre également des différences substantielles en matière d'alphabétisation *entre les* pays africains. Certains pays africains obtiennent des résultats particulièrement faibles à cet égard. Par exemple, en 2018, seulement 31 pour cent de la population âgée de 15 ans et plus savait lire et écrire au Mali, 43 pour cent en Sierra Leone et 52 pour cent en Éthiopie. En revanche, certains autres pays africains ont des populations plus alphabétisées. En Namibie, 92 pour cent de la population sait lire et écrire, au Zimbabwe 92 pour cent et en Côte d'Ivoire 90 pour cent. La moyenne de la population adulte de l'Afrique subsaharienne est d'environ 62 pour cent. Ce chiffre est nettement inférieur à la moyenne mondiale, qui est de 84 pour cent. De même, il existe des différences substantielles *au sein des* pays africains. L'alphabétisation n'est pas répartie de manière égale dans ces pays. Les différences les plus importantes se situent souvent entre les hommes et les femmes. Selon la Banque mondiale, par exemple, en 2018, 71 pour cent des hommes nigériens étaient alphabétisés, contre 53 pour cent des femmes nigérianes. Au Sénégal, l'écart entre les sexes était encore plus important, avec 65 pour cent des hommes alphabétisés contre 40 pour cent des femmes.

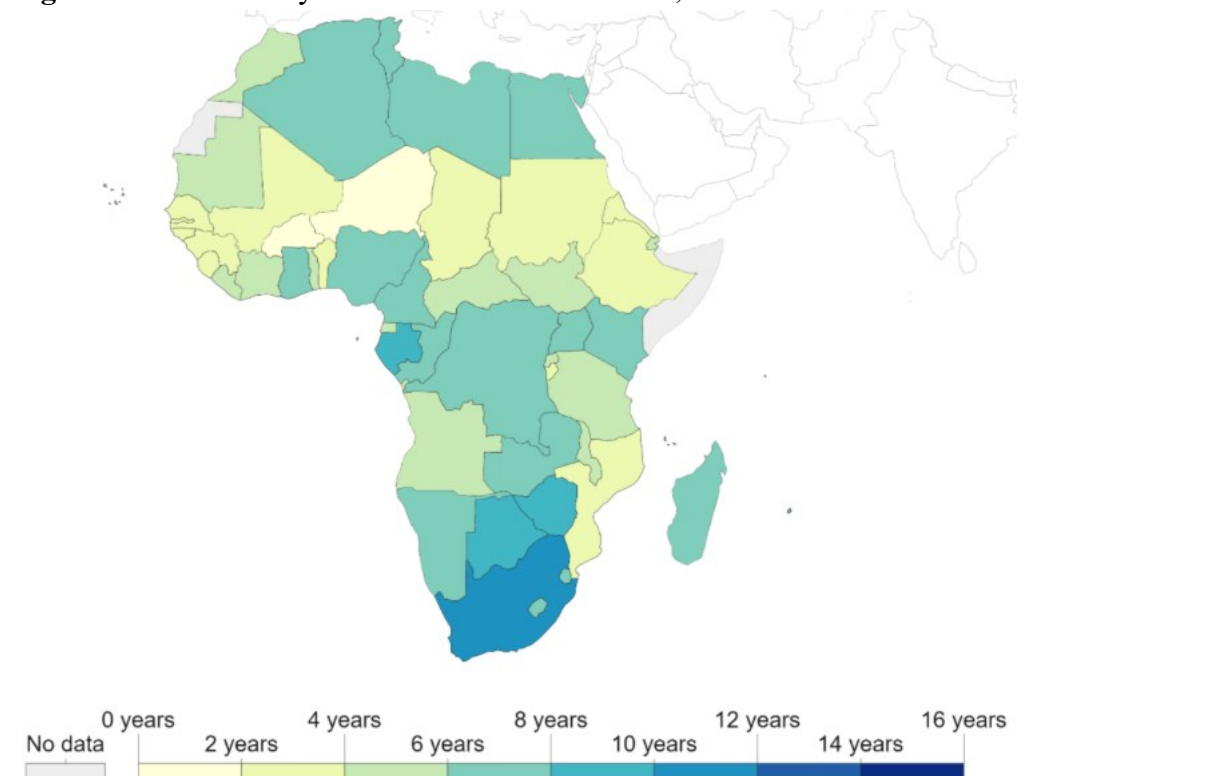
Figure 2: Taux d’alphabétisation dans le monde par pays, 2015



Source: Roser and Ortiz-Ospina (2016). Literacy. Retrieved from: *Our World in Data*.

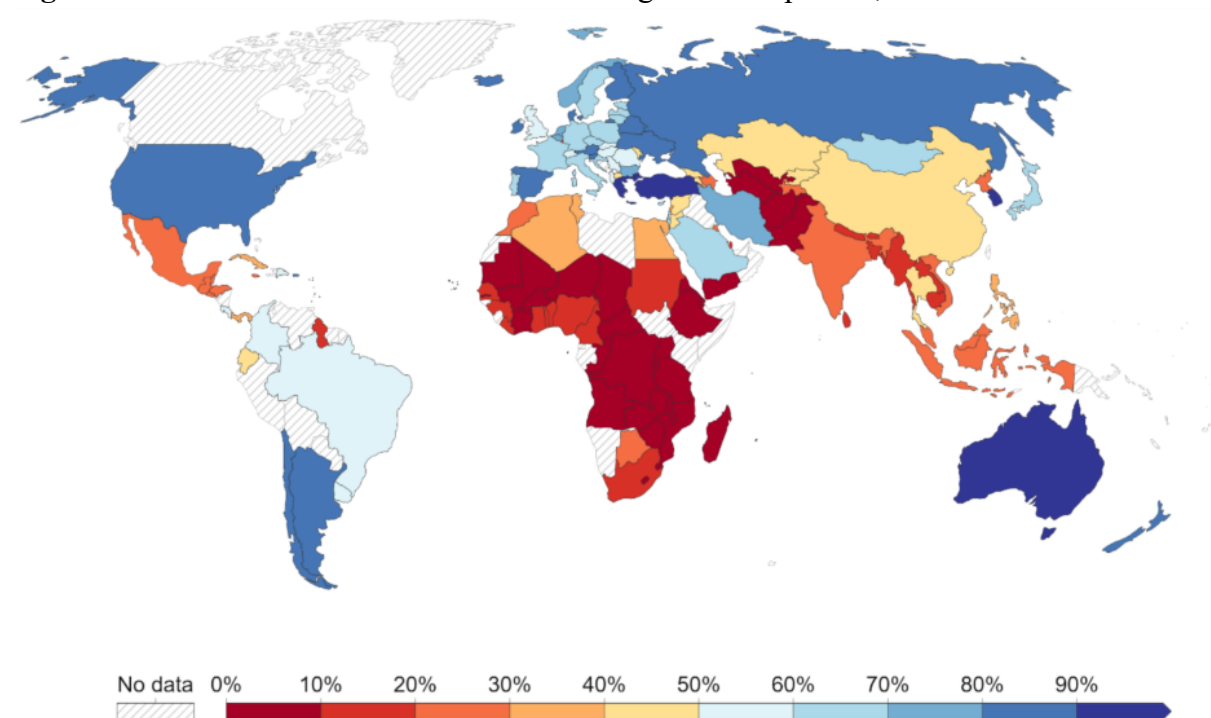
Bien entendu, l’éducation ne se limite pas à l’acquisition de la lecture et de l’écriture. L’éducation, en particulier l’enseignement secondaire et supérieur, permet aux individus d’acquérir diverses compétences spécialisées qui peuvent être mises à profit pour améliorer leurs revenus et développer l’économie. L’apprentissage de la lecture et de l’écriture à l’école n’est qu’une première étape. Pour construire notre pyramide imaginaire actuelle, notre ingénieur doit étudier les mathématiques et la physique pendant plusieurs années à l’école et à l’université. Une façon de mesurer cela est de calculer le nombre d’années de scolarité que chaque personne a acquises au cours de sa vie. La figure 3 présente le nombre moyen d’années d’études des adultes (âgés de plus de 25 ans) dans chaque pays africain en 2017. Elle montre qu’il existe de grandes variations au sein de l’Afrique, les adultes en Afrique du Sud ayant en moyenne plus de dix ans d’éducation, tandis qu’en République démocratique du Congo, les adultes ont accumulé sept ans de scolarité et au Burkina Faso, à peine deux ans d’éducation.

Figure 3: Nombre moyen d'années de scolarisation, 2017



Source: Roser and Ortiz-Ospina (2016). Global Education. Tiré de: *Our World in Data*.

Figure 4: Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur, 2016



Source: Roser and Ortiz-Ospina (2016). Literacy. Tiré de: *Our World in Data*.

La figure 4 montre qu'en dépit de l'expansion rapide de l'enseignement supérieur africain au cours des deux dernières décennies, dans la plupart des pays africains, moins de 10 pour cent des diplômés de l'enseignement secondaire étaient inscrits à l'université en 2016, alors que la

moyenne mondiale est de 34 pour cent. Une autre façon d'évaluer le niveau de l'enseignement supérieur en Afrique est de comparer la qualité de ses universités avec celle des universités du reste du monde. Le tableau n'est pas très réjouissant. Le classement mondial des universités établi par le journal *Times Higher Education* pour 2022 ne classe que 4 des 400 meilleures universités d'Afrique, toutes situées en Afrique du Sud.

En résumé, les pays africains ont des niveaux d'éducation inférieurs à ceux du reste du monde. Et sans universités de classe mondiale, les pays africains ne peuvent pas produire suffisamment de talents humains pour développer leurs propres économies fondées sur la connaissance. Quelles sont donc les raisons qui expliquent les résultats comparativement médiocres de l'Afrique?

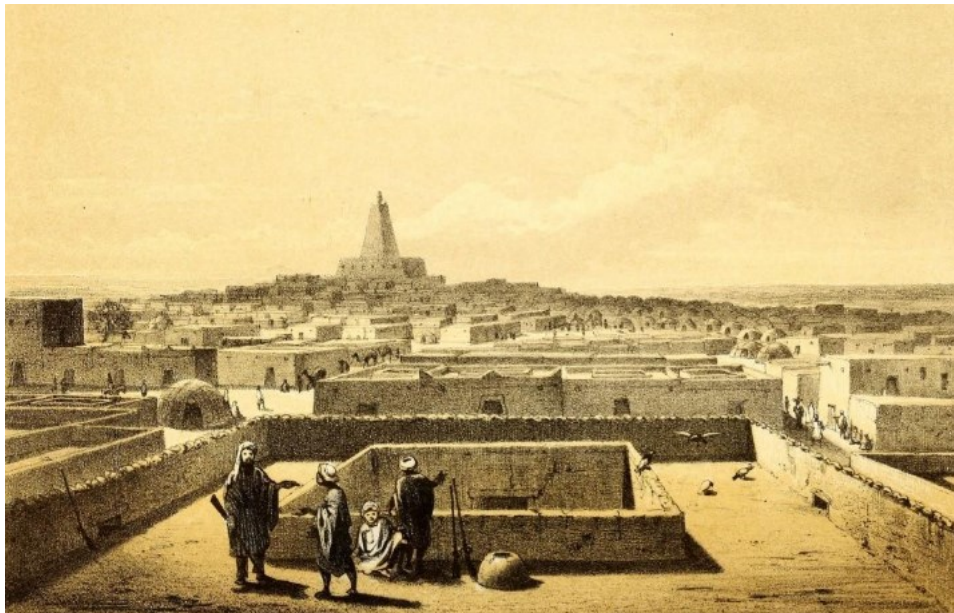
4. L'histoire de l'éducation en Afrique

Pour mieux comprendre les résultats comparativement médiocres de l'Afrique dans le domaine de l'éducation, nous devons adopter une perspective historique. Pourquoi les pays africains sont-ils à la traîne des autres pays en matière d'éducation formelle? Ce n'est pas parce que l'éducation n'est arrivée que récemment en Afrique. Dans l'Égypte ancienne (entre 2500 et 500 avant notre ère), les hommes recevaient un enseignement formel pour devenir des scribes et des administrateurs, c'est-à-dire des personnes qui savaient écrire et gouverner. Mais il s'agissait là d'exceptions. En règle générale, la transmission des connaissances se faisait dans la sphère *informelle*. Les enfants de l'époque acquéraient leurs compétences auprès de leurs parents, de leur famille et de la communauté villageoise, qui transmettaient d'une génération à l'autre des connaissances en matière de production agricole et d'environnement écologique, ainsi que des traditions sociales et culturelles. C'est ce que les économistes appellent 'l'éducation informelle'. Elle fournissait les connaissances et les compétences nécessaires à la communauté locale et servait de base à la spécialisation dans l'artisanat, l'agriculture, le commerce, etc. Cependant, elle n'incluait pas l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul ou d'autres aspects de l'éducation formelle qui permettent aux gens d'intégrer de nouvelles connaissances provenant de l'extérieur afin d'augmenter la productivité des activités économiques existantes et d'en développer de nouvelles.

Bien entendu, c'est ainsi que vivait la majeure partie du monde. L'éducation formelle n'existait qu'en Inde et en Chine, ainsi que dans les civilisations méditerranéennes de la Grèce et de la Rome antiques. L'Académie platonicienne d'Athènes, fondée en 385 avant J.-C., en est un exemple célèbre. Mais il convient de noter que l'éducation formelle dans ces pays n'était pas non plus destinée à tout le monde - elle était surtout réservée aux riches et aux puissants, comme c'était le cas dans l'Égypte ancienne.

4.1 L'éducation islamique

L'introduction de l'islam en Afrique du Nord vers 670 et dans certaines parties de l'Afrique occidentale et centrale vers 1075 a entraîné une croissance rapide de l'éducation formelle dans ces régions. Tombouctou, dans le Mali moderne (photo ci-dessous), est devenue le centre de l'enseignement islamique entre le 13^e et le 17^e siècle, en particulier sous le règne d'Askia Mohammad Ier vers 1500. Grâce au commerce transsaharien d'or, d'ivoire, d'esclaves et de sel à travers le Sahara entre l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord, la réussite économique de Tombouctou a attiré de nombreux érudits dans la ville, renforçant ainsi l'enseignement de l'art, de la science et de la religion. Avec le soutien de l'empereur Askia Mohammad, des milliers de manuscrits sur l'art, la médecine, la philosophie, la religion et la science ont été rédigés. Environ 700 000 de ces manuscrits se trouvent encore aujourd'hui dans les bibliothèques de Tombouctou, et les chercheurs s'emploient à restaurer, traduire et numériser ces précieux documents afin que nous puissions en apprendre davantage sur la politique, l'économie et la culture de cette civilisation africaine prospère à ses débuts.



Vue ancienne de Tombouctou, 1860.

Une question intéressante se pose: pourquoi l'éducation formelle n'a-t-elle commencé en Afrique qu'après l'établissement de l'islam? L'une des réponses est que dans la plupart des sociétés d'Afrique subsaharienne, la langue n'était pas écrite. Les compétences et les connaissances étaient transmises de génération en génération de manière informelle, par le biais de contes, par exemple, ou d'une formation sur le terrain. Les pratiques culturelles et les croyances étaient également transmises par le biais de danses et de rituels. Nous savons également que les chasseurs-cueilleurs d'Afrique subsaharienne ont exprimé leurs idées dans des peintures rupestres pendant des milliers d'années avant l'apparition du langage écrit (quelque part en Mésopotamie et en Égypte vers 3700 avant J.-C.). L'art rupestre le plus ancien connu, à Blombos, sur la côte sud-ouest de l'Afrique du Sud, date d'il y a 80 000 ans. Mais ces

groupes de chasseurs-cueilleurs - et les groupes pastoraux et agricoles qui les ont remplacés - n'ont pas développé ou adopté le langage écrit.

La raison la plus probable pour laquelle l'écriture ne s'est pas développée en Afrique subsaharienne est que les connaissances et la technologie de l'Égypte n'ont pas pu atteindre les pays d'Afrique centrale et australe en raison des différences climatiques entre le nord du Sahel, les forêts tropicales d'Afrique centrale et la savane du sud. Par exemple, la fabrication du papier à partir du papyrus, une plante commune en Égypte, a été adoptée par les sociétés du Moyen-Orient et d'Europe, mais jamais par celles d'Afrique australe. Cela s'explique par le fait que les tropiques ont constitué un obstacle au transfert de technologies: les nombreuses maladies qui y sévissent ont empêché l'utilisation d'animaux tels que le bétail et les chevaux et, par conséquent, la migration à grande échelle des hommes et de leurs idées pendant une grande partie de l'histoire de l'humanité.

Sans écriture, les sociétés africaines n'ont pas pu développer un système d'éducation formelle comme le système d'éducation européen qui s'est développé au cours du Moyen Âge (500 à 1600). Au lieu de cela, la plupart des sociétés africaines se sont appuyées sur une éducation traditionnelle informelle où les rituels, les jeux, les chants et les danses jouaient un rôle important. Les garçons et les filles recevaient souvent un enseignement séparé afin de les préparer à leur vie d'adulte. Il n'y avait pas d'enseignants ou de conférenciers tels que nous les connaissons. Au contraire, tous les membres de la communauté faisaient ce travail, aidant à éduquer les enfants jusqu'à la cérémonie rituelle de passage de l'enfance à l'âge adulte.

L'arrivée de l'islam a introduit des modèles d'éducation plus formels en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que dans certaines régions de la côte est de l'Afrique. Les conquérants et commerçants musulmans ont apporté avec eux des textes écrits. Cela signifie que certains Africains qui ont adopté l'islam et appris l'arabe ont appris à lire, à écrire et à approfondir leurs connaissances en matière de philosophie, de religion, de science, de médecine et dans bien d'autres domaines. Les Africains pouvaient désormais partager les connaissances des grands penseurs et philosophes qui les avaient précédés. Ils pouvaient étudier les mathématiques, les sciences et la médecine en lisant ce que des générations de savants avaient écrit sur ces sujets. La langue écrite a permis à certains d'accéder aux travaux des grands savants. Il est important de souligner que cette éducation était souvent limitée à une petite élite masculine et que la plupart des Africains restaient analphabètes. Cette éducation était également concentrée dans certaines régions à forte densité de population. Cependant, même avec ces importantes mises en garde, l'arrivée de l'écrit a permis à l'Afrique de produire des érudits de renommée internationale. Ahmad Baba al Massufi, par exemple, a étudié à Tombouctou et, à sa mort en 1627, il avait publié plus de 40 ouvrages, principalement sur le droit religieux, l'esclavage et la grammaire, devenant ainsi l'un des plus grands érudits d'Afrique.

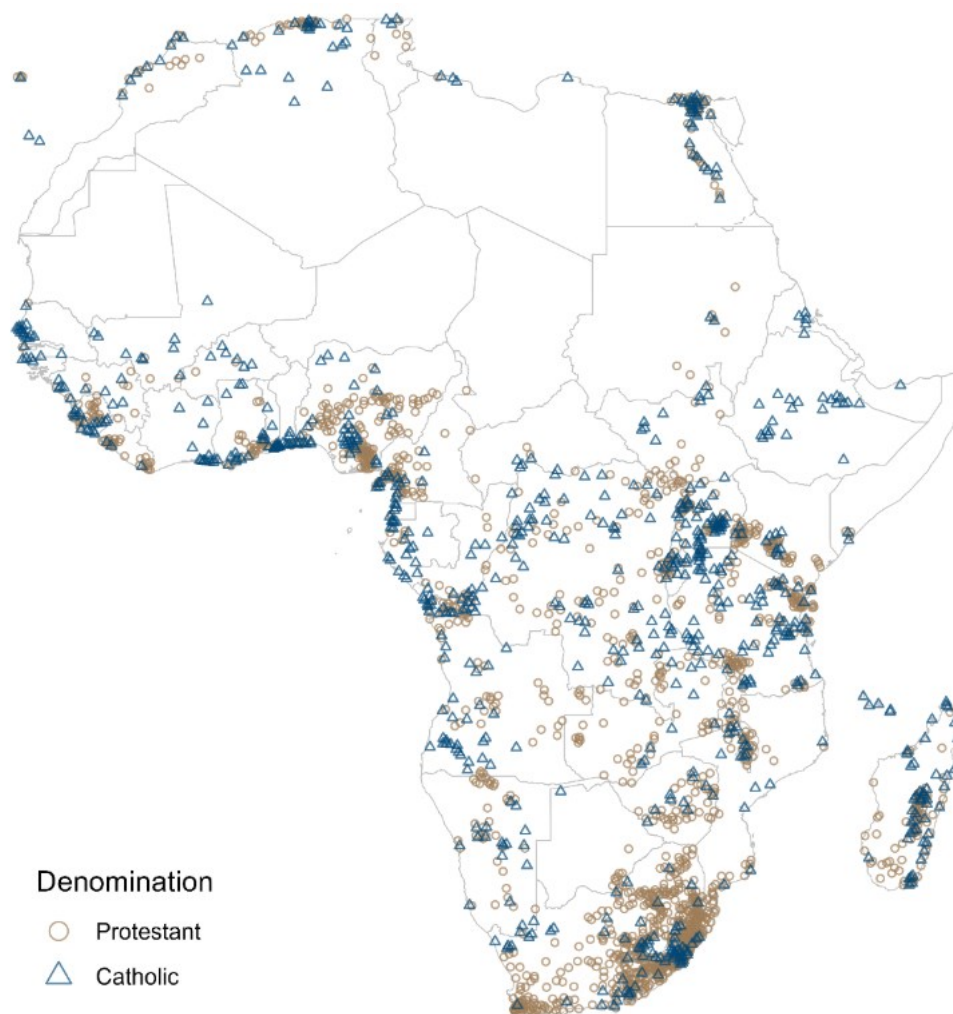
4.2 L'essor de l'éducation de masse grâce aux missionnaires chrétiens

De petits groupes d'Européens se sont installés à l'extrémité sud de l'Afrique du Sud au milieu du 17^e siècle. Ils ont apporté avec eux des livres imprimés et la capacité de lire et d'écrire. La presse à imprimer a été inventée en Allemagne par Johannes Gutenberg vers 1450. Cette technologie a permis la production en masse de livres à faible coût. L'augmentation du nombre de personnes pouvant désormais s'offrir des livres a entraîné une hausse du taux d'alphabétisation parmi les Européens, et cette population de plus en plus alphabétisée s'est à son tour intéressée au développement de l'éducation *formelle* afin d'atteindre une part croissante de la société. Contrairement à l'éducation informelle, *l'éducation formelle* se déroule dans une salle de classe, est normalisée par des programmes d'études prédéfinis, des diplômes certifiés et des méthodes d'évaluation uniformes.

À l'exception de la colonie du Cap au 17^e siècle, les Européens ne se sont pas installés en grand nombre en Afrique avant la découverte et la disponibilité de la quinine, un médicament utilisé pour traiter le paludisme à partir des années 1850. Là où les Européens ont tenté de s'installer, ils ont souvent succombé à des maladies tropicales comme le paludisme ou la fièvre jaune. Mais au 19^e siècle, la quinine a permis à des explorateurs africains, comme David Livingstone, d'atteindre des sociétés africaines qui n'avaient jamais été en contact avec les Européens auparavant. Mais pourquoi ces explorateurs africains étaient-ils si désireux d'entrer en contact avec les Européens?

La réponse est le christianisme. Lorsque Gutenberg a inventé l'imprimerie en Allemagne, cette nouvelle technologie a provoqué une transformation de la société: elle a permis à de nouvelles idées religieuses de se répandre rapidement en Europe. La Bible a été traduite en allemand (à partir du latin) et dans d'autres langues, et un nouveau mouvement religieux est né: Le protestantisme. L'une des conséquences de cette évolution a été la concurrence au sein de la chrétienté pour diffuser l'Évangile au plus grand nombre. À partir du milieu du 19^e siècle, lorsque la quinine a permis aux Européens de survivre et de s'installer en Afrique, elle a également permis aux missionnaires occidentaux d'établir des stations pour répandre la parole de Dieu. Bon nombre de ces premières missions ont été créées le long de la côte de l'Afrique de l'Ouest. En 1910, environ 4 600 missionnaires occidentaux et 28 000 missionnaires protestants africains évangélisaient le continent. La figure 5 présente une carte des 756 stations missionnaires catholiques et des 1 522 stations missionnaires protestantes principales en Afrique au début des années 1920.

Figure 5: Principales stations missionnaires en Afrique, vers les années 1920



Source: Hedde-von Westernhagen & Becker (2022).

Les stations missionnaires ne se contentaient pas de diffuser la parole de Dieu. L'éducation formelle était un aspect essentiel des stratégies de conversion des missionnaires, et l'éducation est donc devenue étroitement liée aux missions chrétiennes. En l'absence d'investissements publics majeurs dans l'éducation africaine de la part des États coloniaux européens, les missions ont assuré l'essentiel de l'éducation dans la plupart des colonies et ont permis aux gouvernements coloniaux de ne pas avoir à financer l'éducation publique. Cependant, les missionnaires européens n'étaient pas les seuls à enseigner dans les écoles des missions. Rapidement, des Africains se sont convertis et ont propagé le message chrétien le long d'une chaîne de stations missionnaires, avec des écoles pour dispenser une éducation de base et des hôpitaux pour soigner les malades.

L'agence africaine a joué un rôle clé dans l'essor de l'éducation de masse en Afrique. Après tout, la plus grande partie des missions était dirigée par des Africains et non par des Européens. Le tableau 1 illustre ce fait en indiquant le nombre d'employés occidentaux et africains employés par les sociétés missionnaires protestantes et catholiques en Afrique subsaharienne au début du 20^e siècle. Il montre que les sociétés missionnaires protestantes comptaient 1 566 missionnaires européens et 2 987 agents missionnaires européens non ordonnés actifs sur le

continent. Avec ce nombre relativement faible de missionnaires européens, il aurait été impossible de convertir au christianisme la moitié des Africains au cours du 20^e siècle. Les sociétés missionnaires ont rapidement compris que l'expertise et l'initiative africaines étaient essentielles pour diffuser l'Évangile dans la langue vernaculaire locale. En conséquence, en 1908, 1 552 missionnaires africains ordonnés et 25 000 missionnaires non ordonnés travaillant comme catéchistes, enseignants et assistants médicaux, soit 85 pour cent de l'ensemble du personnel missionnaire protestant et 71 pour cent du personnel missionnaire catholique, créaient ainsi des opportunités de mobilité sociale ascendante grâce à l'emploi missionnaire dans leurs écoles, leurs églises et leurs hôpitaux. En outre, en 1922, la majorité (55 pour cent) des missionnaires protestants européens étaient des femmes qui travaillaient comme enseignantes dans les écoles de filles et comme infirmières dans les hôpitaux, et non des hommes qui avaient dominé le personnel missionnaire tout au long du 19^e siècle. La proportion de femmes missionnaires parmi le personnel africain était plus faible, environ 6 pour cent, mais égale en nombre.

Tableau 1: Personnel missionnaire occidental et africain en Afrique, vers 1910

	Missionnaires ordonnés		Missionnaires non ordonnés		Personnel ordonné et non ordonné
	Occidentaux	Africains	Occidentaux	Africains	Part du personnel de mission africain
	x				
Protestant	1,566	1,552	2,987	24,933	85%
Catholique	2,078	94	1,307	8,196	71%

Source: Meier zu Selhausen (2019).

L'éducation que les Africains ont reçue dans ces stations missionnaires a eu des conséquences importantes pour eux et pour leurs sociétés. À l'époque coloniale, l'enseignement dispensé par les missions offrait des possibilités de mobilité sociale ascendante vers des professions cléricales, médicales et professionnelles. Les écoles des missions n'enseignaient pas seulement l'alphabétisation, mais proposaient également des formations professionnelles, comme la menuiserie, qui initiaient les étudiants à la construction avec de nouvelles technologies, y compris des outils en acier nouvellement importés, des machines électriques, des techniques de mesure et de l'algèbre. Par exemple, le nombre de fils de chefs qui ont fréquenté les écoles des missions locales dans l'Ouganda colonial indique la forte attirance pour le travail salarié.

Au début de l'ère coloniale, la main-d'œuvre africaine qualifiée était extrêmement rare et donc chère. Les gouvernements coloniaux et les entreprises européennes devaient souvent importer des travailleurs qualifiés pour répondre à leurs besoins en main-d'œuvre technique (mécaniciens automobiles, électriciens et charpentiers, par exemple). Les *primes de qualification* des charpentiers, définies comme le prix relatif de la main-d'œuvre qualifiée par rapport à la main-d'œuvre non qualifiée, étaient relativement élevées. La demande de compétences locales en charpenterie au cours de la première décennie du 20^e siècle a permis aux charpentiers de gagner 400 pour cent de plus qu'un travailleur non qualifié au Malawi ou en Côte d'Ivoire et 200 pour cent de plus qu'un travailleur non qualifié au Nigéria ou au Kenya. Les primes à la qualification en Afrique ont commencé à diminuer au cours du 20^e siècle, avec

l'acquisition par un nombre croissant de personnes de compétences techniques et administratives et l'essor de l'éducation de masse. À la fin de l'ère coloniale, dans les années 1950, les missions de l'Afrique coloniale britannique ont perdu leur monopole sur l'enseignement primaire au profit d'écoles publiques gérées d'abord par le gouvernement colonial et, après l'indépendance, par les États africains modernes.

4.3 Différences coloniales en matière d'éducation

Les différences entre les résultats scolaires des pays africains sont souvent expliquées par l'effet de la nationalité du colonisateur. Les pays africains qui ont été colonisés par les Britanniques tendent à être aujourd'hui des économies plus performantes que ceux qui ont été colonisés par la France, par exemple.

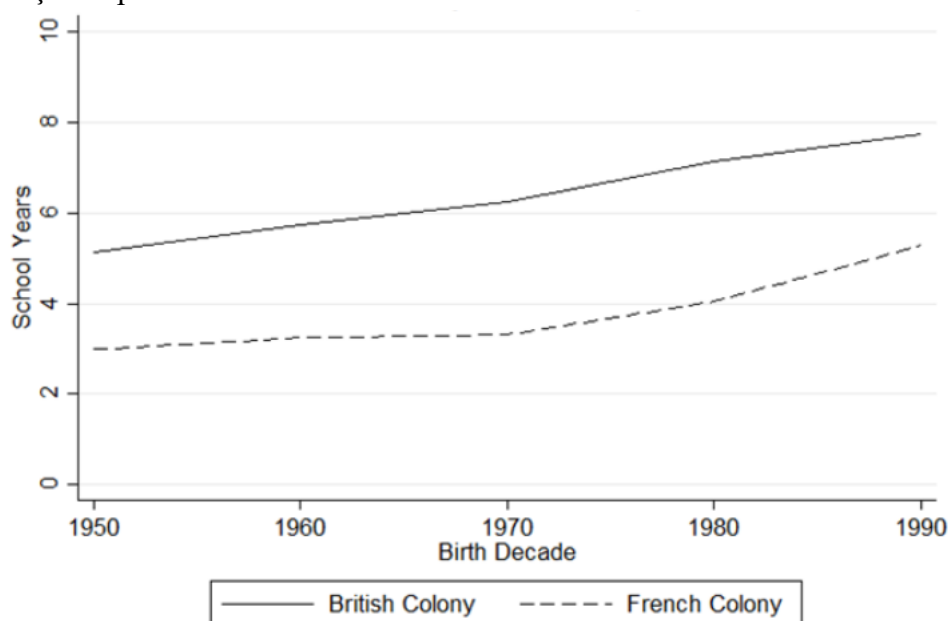
Pour étudier cette différence, nous utilisons un ensemble de données qui combine plusieurs enquêtes auprès des ménages (les enquêtes démographiques et sanitaires de l'USAID et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF) et des recensements effectués dans 42 pays d'Afrique subsaharienne. Les données sont organisées par décennie de naissance, ce qui signifie, par exemple, que le nombre moyen d'années de scolarisation pour la décennie de naissance 1950 comprend tous les individus nés entre 1950 et 1959. Ces personnes sont allées à l'école à peu près au même moment et ont donc été exposées à des conditions similaires. Enfin, nous ne prenons en compte que les personnes âgées de 23 à 62 ans. Les personnes plus jeunes n'ont peut-être pas encore terminé leurs études. Pour les personnes plus âgées, nous ne disposons pas de suffisamment d'observations dans nos ensembles de données.

Nous pouvons voir dans la figure 6 que les individus nés dans des pays qui ont été colonisés par les Britanniques (ligne noire) ont, en moyenne, un plus grand nombre d'années d'études que ceux qui ont été colonisés par les Français (ligne pointillée). Pour la décennie de naissance des années 1950, les personnes originaires des anciennes colonies britanniques ont été scolarisées en moyenne pendant environ cinq ans, alors que les personnes originaires des anciennes colonies françaises n'ont été scolarisées que pendant environ trois ans. Bien que les deux régions aient augmenté le nombre total d'années de scolarité, la différence n'a pas changé. Pour la décennie de naissance 1990, la moyenne dans les anciennes colonies britanniques est d'environ 8 ans, contre environ 5 ans dans les colonies françaises.

Certains ont affirmé que cela était dû au fait que les Britanniques ont investi davantage dans l'éducation que les autres colonisateurs. Mais d'autres suggèrent que c'est parce que les Britanniques soutenaient davantage l'éducation missionnaire que les autres colonisateurs, qui pensaient que l'éducation relevait de la responsabilité du gouvernement. Les gouvernements coloniaux britanniques ont 'privatisé' leur enseignement. Ils ont encouragé des organisations privées, sous la forme d'écoles missionnaires, à dispenser un enseignement formel plutôt que de le faire eux-mêmes. De cette manière, l'enseignement missionnaire dans l'Afrique coloniale britannique a pu toucher beaucoup plus d'enfants que dans les territoires français qui s'appuyaient largement sur les écoles publiques, même si l'État colonial français a peut-être

dépensé davantage pour l'éducation. Nous pouvons dire que les pays qui étaient autrefois des colonies britanniques sont plus riches aujourd'hui non pas parce qu'ils étaient sous la domination britannique, mais parce qu'il y a un siècle, les habitants ont reçu une éducation qui leur a permis de s'intégrer à l'économie de marché.

Figure 6: Nombre moyen d'années d'études dans les anciennes colonies britanniques et françaises par décennie de naissance



Sources: Enquêtes démographiques et de santé; Enquêtes démographiques et de santé, Enquêtes en grappes à indicateurs multiples et IPUMS. Individus âgés de 23 à 62 ans au moment de l'enquête, provenant de 27 pays d'Afrique subsaharienne.

Remarque: Traduction anglais/français; school years/années scolaires; birth decade/décennie de naissance; British colony/colonie britannique; French colony/colonie française.

Indépendamment de la nationalité des colonisateurs, la nécessité d'une éducation formelle en Afrique a été soulignée dès l'époque coloniale. Le Phelps Stokes Fund, une fondation américaine, a réuni plusieurs commissions dans les années 1920 pour étudier les conditions et les besoins des Africains en matière d'éducation et a formulé des recommandations pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement. Ces recommandations ont été suivies surtout après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les colonisateurs européens ont commencé à se rendre compte qu'ils devaient changer fondamentalement les principes sociaux et la légitimation de la gouvernance coloniale pour conserver leur pouvoir.

Le tableau 2, qui présente les taux de scolarisation moyens (un autre indicateur de mesure de l'éducation) dans l'Afrique coloniale à partir de 1938, illustre l'expansion rapide de l'enseignement primaire en Afrique qui s'en est suivie. Il est intéressant de noter le ralentissement de la croissance des taux de scolarisation après 1940 en Afrique britannique. En d'autres termes, l'avance britannique en matière d'éducation en Afrique est principalement due au taux élevé d'activité missionnaire dans les colonies britanniques avant 1940 plutôt qu'à des politiques d'investissement dans l'éducation supposées efficaces dans les années d'après-guerre

et d'indépendance. Les différences de taux de scolarisation avant 1940 sont importantes car elles sont restées assez persistantes dans le temps, ce que nous avons également pu observer dans le graphique de la section précédente.

Tableau 2: Taux bruts de scolarisation dans le primaire en pourcentage de la population totale âgée de 5 à 14 ans pour les pays africains, 1938-1960

	1938	1950	1960	1938-1960 (accroissement total)
Colonies britanniques				
Botswana	16	22	29	13%
Gambie	3	5	7	4%
Ghana	8	19	34	26%
Kenya	12	26	33	21%
Lesotho	50	59	58	8%
Malawi	35	39	21	-15%
Maurice	38	51	59	21%
Nigeria	8	16	25	17%
Sierra Leone	5	7	16	11%
Somalie	1	1	4	3%
Soudan	3	6	10	7%
Swaziland	24	29	41	17%
Tanzanie	5	10	20	15%
Ouganda	27	18	29	2%
Zambie	30	35	34	4%
Zimbabwe	33	44	48	15%
Colonies françaises				
Bénin	7	2	16	9%
Burkina Faso	1	2	5	4%
Cameroun	21	25	39	18%
Rép. centrafricaine	2	7	19	17%
Tchad	1	1	10	9%
Congo, Rép.	5	24	47	42%
Côte d'Ivoire	4	6	28	24%
Djibouti	7	9	12	5%
Gabon	5	21	29	24%
Guinée	5	3	12	7%
Madagascar	14	22	31	17%
Mali	2	3	6	4%
Mauritanie	2	1	5	3%
Niger	1	1	3	2%
Sénégal	6	7	16	10%
Togo	6	17	26	20%
Autres colonies ou pays indépendants				
Angola	1	1	8	7%
Guinée Bissau	1	5	15	14%
Mozambique	5	12	24	19%
Guinée équatoriale	15	20	43	28%
Congo, Dém. Rép.	23	33	36	13%

Rwanda-Burundi	7	11	24	17%
Éthiopie	1	2	4	3%
Libéria	6	11	19	13%
Namibie	15	22	28	13%

Source: Frankema (2011).

Le gouvernement colonial et l'éducation missionnaire, ainsi que les parents africains, ont favorisé de manière disproportionnée l'éducation des hommes par rapport à celle des femmes. Les recherches montrent aujourd'hui que l'écart entre les niveaux d'éducation des hommes et des femmes s'est creusé pendant la majeure partie de l'ère coloniale (vers 1880-1960). Cette situation a eu des conséquences importantes: les garçons ont bénéficié de manière disproportionnée de l'augmentation des possibilités d'éducation, ce qui leur a permis d'occuper des emplois formels pour lesquels les femmes n'étaient pas qualifiées. Bien que l'écart ait été quelque peu comblé pendant l'indépendance, comme le montre la section suivante, il existe encore de grandes disparités entre les hommes et les femmes en matière d'éducation.

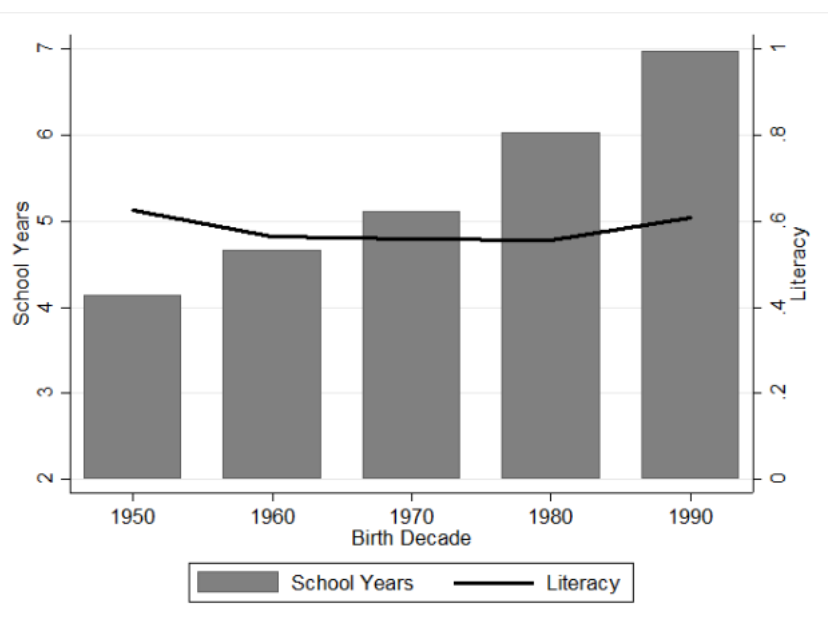
4.4 Développement de l'éducation après l'indépendance

L'éducation s'est développée de manière spectaculaire en Afrique après l'indépendance. Entre 1970 et 2010, la proportion d'enfants subsahariens ayant achevé l'école primaire est passée de 46 pour cent à 68 pour cent et la proportion d'enfants ayant achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire est passée de 22 pour cent à 40 pour cent. Les États africains modernes ont investi dans l'éducation formelle, en construisant de nouvelles écoles et en fournissant des enseignants plus nombreux et mieux qualifiés. Le Burkina Faso est un bon exemple: selon Michael Clemens (2004), il a "passé les dernières décennies à faire entrer les enfants à l'école primaire à un rythme plus de deux fois supérieur à celui atteint par les pays riches d'aujourd'hui lorsqu'ils étaient en développement. Elle y est parvenue avec une économie bien moins développée que les principales économies des années 1800 et moins développée que la grande majorité des pays après 1960". C'est une véritable révolution.

Dans l'ensemble, *l'accès* à l'éducation s'est donc amélioré après l'indépendance, même si la *qualité* de l'enseignement est restée à la traîne. Dans la figure 7, nous examinons l'évolution des années scolaires et de l'alphabétisation au cours des cinq décennies de naissance en utilisant le même ensemble de données que dans la section sur la colonisation. L'axe gauche se réfère aux années de scolarisation, représentées par des barres, et l'axe droit à la proportion de personnes alphabétisées, représentée par la ligne. Ce graphique inclut les 42 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels nous disposons de données. Les personnes nées dans les années 1950 ont, en moyenne, environ quatre années de scolarité. Pour la cohorte de naissance des années 1970, ce chiffre est déjà supérieur à 5 ans et pour la cohorte de naissance des années 1990, il est supérieur à 7 ans de scolarisation. Toutefois, la figure présente également les taux d'alphabétisation (ligne noire) pour les cohortes de naissance, qui n'ont pratiquement pas changé au cours de la même période. Un grand nombre d'élèves ont des compétences limitées en lecture et en calcul, même après plusieurs années de scolarisation. Ainsi, alors que la quantité

d'enseignement a augmenté rapidement, sa qualité n'a pas encore été entièrement rattrapée. Cette crise de l'apprentissage s'explique notamment par l'augmentation du nombre d'élèves par classe, qui offre moins d'attention à chaque élève, ainsi que par l'absence et les qualifications des enseignants.

Figure 7: Nombre moyen d'années d'éducation et d'alphabétisation en Afrique subsaharienne par décennie de naissance

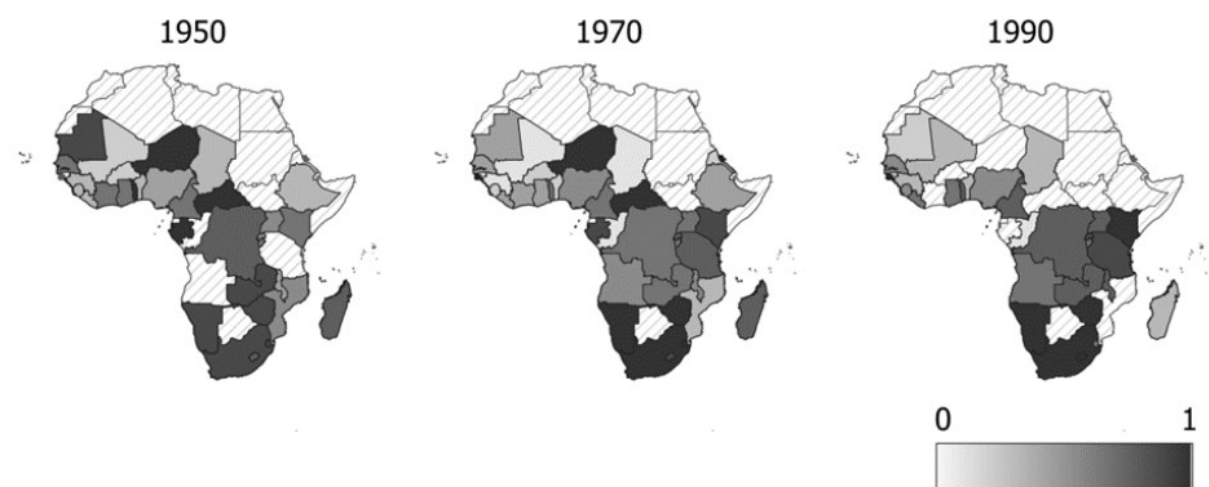


Sources: Demographic and Health Surveys, Multiple Indicator Cluster Surveys et IPUMS.

Remarque: Traduction anglais/ français: school years/années de scolarité; literacy/alphabétisation ; birth decade/décennie de naissance.

Cependant, l'expérience des différents pays a été très hétérogène. La figure 8 présente les taux d'alphabétisation dans les pays d'Afrique subsaharienne pour les décennies 1950, 1970 et 1990. Certains pays ont augmenté leur taux d'alphabétisation, comme le Malawi, la Namibie et le Lesotho, tandis que d'autres ont connu une tendance à la baisse, comme Madagascar ou la Mauritanie. Dans d'autres pays, peu de choses ont changé. Bien que l'alphabétisation ne soit qu'un résultat éducatif parmi d'autres, les chiffres montrent que l'objectif fondamental de l'alphabétisation n'est pas encore atteint dans de nombreux pays. L'amélioration de la qualité de l'éducation reste donc l'un des grands défis à relever.

Figure 8: Part moyenne de la population adulte alphabétisée en Afrique par pays et par décennie de naissance

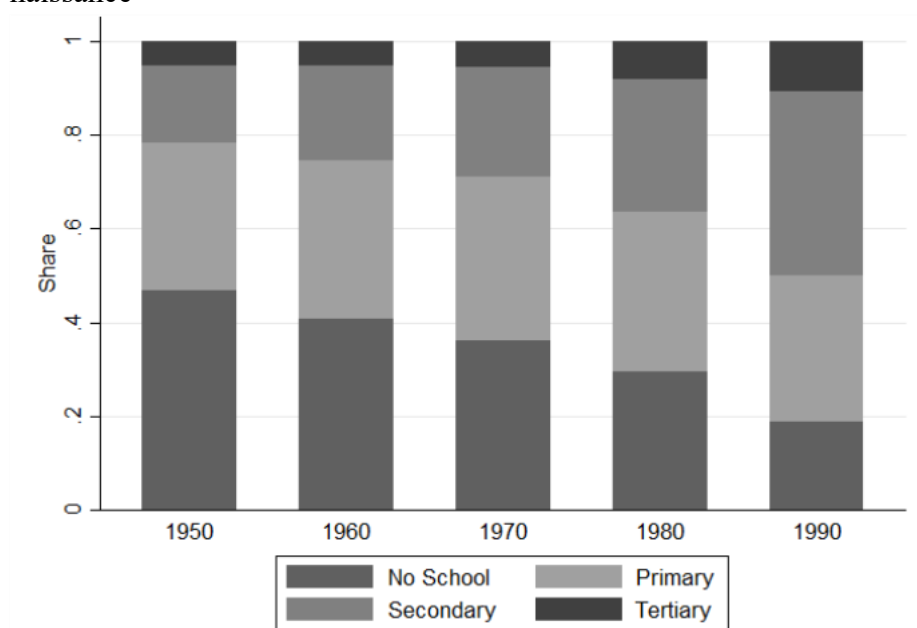


Sources: Demographic and Health Surveys et Multiple Indicator Cluster Surveys.

La première étape consiste à augmenter le taux de scolarisation. Le tableau 2 indique que le taux de scolarisation primaire a augmenté dans les pays africains jusque dans les années 1960, et la figure 9 montre que cette tendance se poursuit - le taux de scolarisation est toujours en hausse en Afrique subsaharienne. Tout d'abord, le nombre de personnes n'ayant jamais fréquenté l'école diminue régulièrement. Dans la cohorte de naissance des années 1950, plus de 50 pour cent des personnes n'ont jamais fréquenté une école, mais dans la cohorte de naissance des années 1990, ce chiffre est tombé en dessous de 20 pour cent. De même, la proportion de diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur a augmenté régulièrement au fil des décennies, passant de moins de 20 pour cent à près de 40 pour cent. En outre, dans la cohorte de naissance des années 1990, plus de 10 pour cent des personnes sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Cependant, parmi ceux qui ont réussi à obtenir un diplôme universitaire, nombreux sont ceux qui ne sont pas restés en Afrique. Certains sont partis en Europe ou aux États-Unis à la recherche de salaires plus élevés. D'autres sont partis en raison de troubles politiques dans leur propre pays. Cette 'fuite des cerveaux' signifie que des milliers d'universitaires et d'entrepreneurs africains les plus brillants vivent en dehors de l'Afrique. Ils ne transmettent pas leurs connaissances et leurs compétences à la génération suivante, ce qui réduit encore la qualité de l'éducation dans les pays africains.

Figure 9: Répartition des niveaux d'éducation en Afrique subsaharienne par décennie de naissance

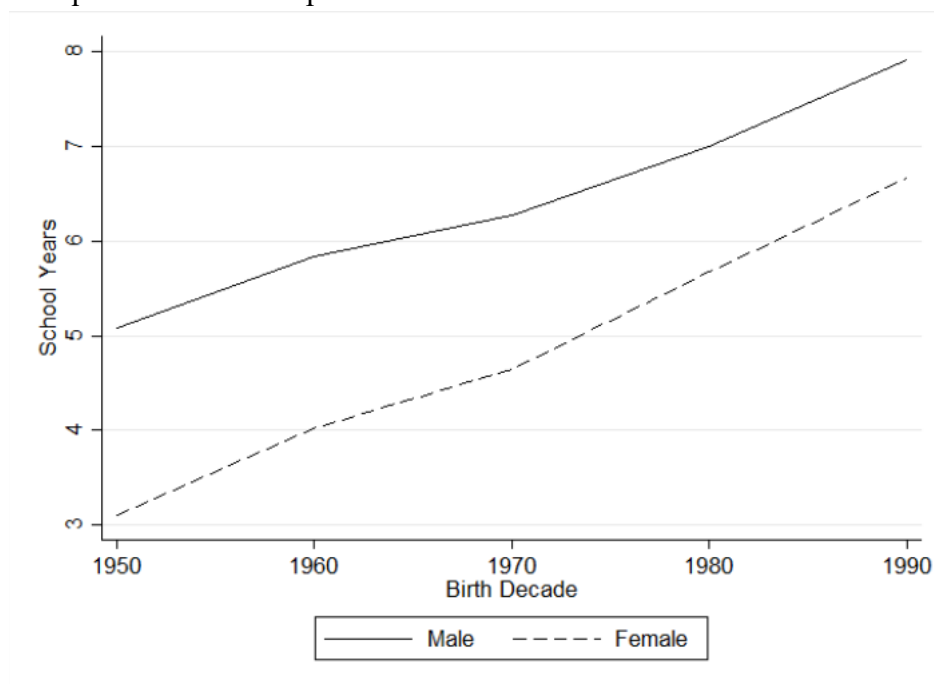


Sources: Demographic and Health Surveys, Multiple Indicator Cluster Surveys et IPUMS.

Remarque: Traduction anglais/français: no school/pas d'école; primary/primaire; secondary/sécondaire; tertiary/tertiaire.

L'expansion de l'éducation après l'indépendance a-t-elle été équitablement répartie entre les hommes et les femmes? La figure 10 montre le nombre moyen d'années d'études des hommes (ligne noire) et des femmes (ligne pointillée) nés entre 1950 et 1990. Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne est, en termes d'éducation, la région du monde où les inégalités entre les sexes sont les plus marquées. Les hommes nés dans les années 1990 ont, en moyenne, 1,3 année d'études de plus et sont donc plus susceptibles d'être alphabétisés en moyenne. Bien que l'écart se réduise lentement, les générations actuelles et futures doivent veiller à ce que les filles bénéficient d'un accès égal à une éducation de qualité. Comme nous l'avons expliqué précédemment, les avantages sont nombreux. La faible qualité de l'éducation que reçoivent les enfants en Afrique reste le principal obstacle sur la voie de la prospérité que l'indépendance devrait apporter.

Figure 10: Écart entre les sexes en ce qui concerne le nombre moyen d'années d'études en Afrique subsaharienne par décennie de naissance



Sources: Demographic and Health Surveys, Multiple Indicator Cluster Surveys et IPUMS.

5. L'avenir de l'éducation en Afrique

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, de nombreuses raisons expliquent les niveaux d'éducation comparativement plus faibles des pays africains. Mais il y a aussi des raisons d'être optimiste quant à l'avenir. Tout au long de l'histoire, l'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de l'enseignement est allée de pair avec l'amélioration des revenus. Mais il est difficile de déterminer ce qui vient en premier: l'amélioration de l'éducation ou l'augmentation des revenus. Une meilleure éducation aide les gens à obtenir un revenu plus élevé, mais un revenu plus élevé aide également les gens à obtenir une meilleure éducation. Le revenu supplémentaire leur permet d'acheter des biens qui les aident à tirer profit de l'éducation, qu'il s'agisse de produits de base tels que l'éclairage électrique et une meilleure alimentation ou d'outils pédagogiques plus avancés tels que des livres et des ordinateurs portables. Ainsi, les améliorations de l'éducation et les progrès de l'économie se renforcent mutuellement.

Le point crucial est qu'à mesure que les sociétés africaines s'enrichissent, on peut s'attendre à ce que davantage d'Africains exigent une meilleure éducation de la part de leurs écoles et de leurs universités. Si l'amélioration est trop lente, ils iront chercher une meilleure éducation ailleurs. L'Afrique en pâtit d'autant plus qu'elle perd des compétences précieuses.

Dans le passé, trouver une meilleure éducation signifiait généralement quitter l'Afrique, mais avec l'essor de notre monde numériquement connecté, une éducation de haute qualité est à portée de clic. Les technologies modernes de communication sont un outil essentiel dans la

quête d'une meilleure éducation pour les étudiants africains. Les téléphones mobiles sont utilisés partout en Afrique et permettent d'accéder à l'éducation de qualité que de nombreux Africains souhaitent. Plusieurs entreprises africaines produisent, par exemple, des jeux pour téléphones portables permettant aux enfants d'améliorer leurs compétences en mathématiques ou en anglais. Mais l'avantage le plus significatif d'une meilleure technologie est l'accès à l'internet. Comme les bibliothèques de Tombouctou l'ont fait dans le passé, il donne accès à un large éventail de connaissances auparavant inaccessibles aux étudiants africains. Des informations sur la philosophie, la médecine, l'économie, la biologie, l'ingénierie, les statistiques, l'histoire, la géographie, la chimie ou tout autre sujet imaginable sont désormais à leur portée.

Non seulement ces informations sont librement accessibles, mais leur enseignement devient lui aussi de plus en plus gratuit. Plusieurs universités de premier plan, comme Harvard et le Massachusetts Institute of Technology, proposent désormais des cours en ligne gratuits dans plusieurs matières. Au lieu de s'inscrire dans une université africaine, les étudiants peuvent s'abonner gratuitement à ces cours en ligne et acquérir les compétences nécessaires pour participer à l'économie de marché avancée. L'enseignement supérieur africain de demain ne sera peut-être pas assuré uniquement par de grandes universités financées par des gouvernements manquant de ressources. Les gouvernements (ou les communautés locales) pourraient plutôt offrir des centres informatiques où les étudiants pourraient écouter et apprendre des plus grands scientifiques du monde.

Questions à étudier

1. Pourquoi l'éducation est-elle importante pour le développement économique des pays?
2. Quelles sont les différences entre l'éducation formelle et informelle dans les sociétés africaines traditionnelles?
3. La religion, qu'il s'agisse de l'islam ou du christianisme, semble avoir joué un rôle important dans le développement de l'éducation formelle en Afrique, et donc dans le développement économique. Les organisations religieuses sont-elles encore importantes pour le développement futur de l'Afrique?
4. Que peut-on faire pour inverser la 'fuite des cerveaux'?
5. Expliquez le concept de prime à la qualification.
6. Quelles sont les matières scolaires les plus importantes pour le développement économique?
7. Comment les universités africaines peuvent-elles devenir compétitives au niveau international?

Lectures suggérées

Baten, Joerg, Michiel De Haas, Elisabeth Kempter and Felix Meier zu Selhausen. Educational Gender Inequality in Sub-Saharan Africa: A Long-Term Perspective. *Population and Development Review* 47, no. 3 (2021): 813-849.

Becker, Bastian and Felix Meier zu Selhausen (2023). The Feminization of the Mission: Exploring the Protestant Origins of Gender Equality in Africa. *AEHN Working Paper*.

Bloom, David Canning and Kevin Chan, (2006). [Higher Education and Economic Development in Africa, Human Development Sector](#). Washington DC: World Bank.

Boone, Peter, Ila Fazzio, Kameshwari Jandhyala, Chitra Jayanty, Gangadhar Jayanty, Simon Johnson, Vimala Ramachandrin, Filipa Silva and Zhaguo Zhan (2013). The Surprisingly Dire Situation of Children's Education in Rural West Africa: Results from the CREO Study in Guinea-Bissau'. *NBER Working Paper* 18971, National Bureau of Economic Research.

Clemens, Michael (2004). The Long Walk to School: International Education Goals in Historical Perspective. *Center for Global Development Working Paper* 37.

Frankema, Ewout (2012). The origins of formal education in sub-Saharan Africa: was British rule more benign? *European Review of Economics History*, 16(4), 335-355.

Frankema, Ewout and Marlous van Waijenburg (2023). What about the race between education and technology in the Global South? Comparing skill premiums in colonial Africa and Asia. *Economic History Review*, forthcoming.

Gallego, Francisco and Robert Woodberry, (2010). Christian Missionaries and Education in Former African Colonies: How Competition Mattered. *Journal of African Economies*. 19(3): 294-329.

Hedde-von Westernhagen, Christine and Bastian Becker (2022). Mapping Missions: New Data for the Study of African History, *Research Data Journal for the Humanities and Social Sciences* 7(1): 1-33.

Jedwab, Remi, Felix Meier zu Selhausen, and Alexander Moradi. The economics of missionary expansion: evidence from Africa and implications for development. *Journal of Economic Growth* 27, no. 2 (2022): 149-192.

Meier zu Selhausen, Felix (2019). Missions, Education and Conversion in colonial Africa. In David Mitch and Gabriele Cappelli, *Globalization and the Rise of Mass Education*. London: Palgrave Macmillan, pp. 25-59.

Meier zu Selhausen, Felix (2014). Missionaries and female empowerment in colonial Uganda: New evidence from Protestant marriage registers, 1880-1945. *Economic History of Developing Regions* 29(1): 74-112.

Roser, Max and Esteban Ortiz-Ospina (2016). Global Education. Published online at Our World in Data. Retrieved from: <https://ourworldindata.org/global-education>

A propos des auteurs



Sarah Ferber est doctorante en économie à l'université de Tübingen en Allemagne. Elle a suivi un programme de master commun à l'université de Göttingen et à l'université de Stellenbosch, en Afrique du Sud.



Johan Fourie est professeur d'économie à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud. Il est l'auteur de *Our Long Walk to Economic Freedom*.



Felix Meier zu Selhausen est maître de conférences au département d'histoire économique de l'université d'Utrecht. Il est co-éditeur de l'ouvrage *The History of African Development* de l'AEHN. Il a publié de nombreux ouvrages sur les missions et l'éducation par genre en Afrique.